

Notre revue de la politique d'aide nous a en outre permis de conclure qu'en contribuant au développement, les pays industrialisés aident d'abord à maintenir une économie mondiale ouverte, dynamique et stable à laquelle les pays en développement peuvent participer activement.

L'aide publique au développement n'est qu'une composante somme toute modeste du tableau d'ensemble. Ainsi, de bonnes politiques budgétaires et monétaires dans les pays industrialisés contribuent à réduire les taux d'intérêt et à encourager l'épargne. Et un système commercial multilatéral plus ouvert avantagera directement les pays en développement dans la mesure où il multipliera les débouchés pour leurs exportations.

Pour le Canada, contribuer à la santé de l'économie nationale et internationale signifie s'attaquer au déficit. C'est ce que le gouvernement a fait en présentant en avril un budget dont les effets se sont fait sentir sur les revenus et sur les dépenses des Canadiens. Cette situation nouvelle nécessitera des ajustements à court terme, mais nous avons jeté les bases d'une croissance forte et stable dans les années à venir.

Lorsque nous examinons notre effort global d'aide au développement, il est clair que le volume de l'aide n'est pas à la mesure des besoins. Ces dernières années, notre programme d'aide s'est accru de 7,4 %, soit plus du double du niveau de dépenses général du gouvernement canadien. Certains donateurs, comme le Canada, ont dû apporter des ajustements à court terme à leur budget.

À compter de l'an prochain, notre programme grandira de nouveau et sa croissance sera liée à celle de l'économie canadienne. Notre ratio APD/PNB augmentera progressivement.

Le Canada continuera de faire sa part pour accroître les apports d'APD dans les années à venir. Au cours des cinq prochaines années, l'aide canadienne au développement totalisera environ 16 milliards de dollars.

La qualité de l'aide est souvent plus difficile à mesurer que son volume, mais l'un et l'autre sont nécessaires pour que notre effort d'aide soit crédible. Le Canada s'est engagé à maintenir un programme de qualité et, malgré les réductions budgétaires, il a préservé l'orientation développementale première de son aide.